

alliance **sud**

Communauté de travail  
Swissaid - Action de Carême - Pain pour  
le prochain - Helvetas - Caritas - Eper

**SWISSAID** 

 **ACTION DE CAREME**

 **PAIN POUR LE PROCHAIN**

 **helvetas**

 **CARITAS** 

Un  
*autre*  
monde est  
possible.



# Pauvreté et richesse

Nous vivons sur une petite planète. A l'ère de la mondialisation, nous nous rapprochons toujours plus les uns des autres. Aux yeux de beaucoup, le monde se transforme en un village planétaire. Mais tandis que les uns ont des possibilités presque infinies de se déplacer dans ce "village" et de profiter des ressources de la Terre, les autres sont relégués au rang des exclus et l'accès à ces nouvelles possibilités leur est entièrement ou partiellement interdit. Les chances et les richesses sont réparties de manière très inégale dans le monde – personne ne l'ignore. Dans un monde qui "rétrécit", il devient pour ainsi dire impossible de fermer les yeux face à ces faits. Mais si le monde a "rapetissé", il n'est pas devenu pour autant plus facile à comprendre. Les manières de voir conventionnelles – d'un côté le monde riche, industrialisé, de l'autre le monde pauvre, dit "tiers monde" – ont cédé la place, après l'effondrement de l'ancien "bloc de l'Est", à une vision nouvelle.

Les problèmes de pauvreté des pays riches contrastent avec les couches de la population montantes des nouveaux centres de l'économie mondialisée: dans le pays le plus

riche et le plus puissant de la Terre – les Etats-Unis – un nombre croissant de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté. En même temps, le mode de consommation "occidental" touche aujourd'hui des régions qui, il y a vingt ans encore, ignoraient tout de ce style de vie.

En dépit de cette nouvelle complexité, de nombreux faits restent vrais à l'échelle de la planète: les sociétés hautement développées du Nord vivent sur un trop grand pied. Elles utilisent le quadruple des ressources qui leur reviendraient si le monde était plus juste. Dans la plupart des pays du Sud, des millions de personnes n'accèdent guère ou pas du tout à des choses qui vont de soi pour nous: une nourriture suffisante, de l'eau propre, un système de santé en état de fonctionner ou des chances de formation pour tous. Il y a des personnes qui possèdent davantage de richesses que des pays entiers! Et à l'échelle de la planète, plus de 90% des biens sont aux mains des hommes; les salaires des femmes sont inférieurs de 15% à 65% à ceux des hommes – bref: les femmes sont, de manière générale, les plus mal loties.

## Un village planétaire

Si nous imaginons le monde comme un village planétaire de 100 habitant(e)s, il se présenterait comme suit:

- 57 personnes seraient asiatiques, 21 européennes, 14 américaines, 7 africaines. Il y aurait 52 femmes et 48 hommes.
- 6 personnes posséderaient 60% de la richesse.
- Dans ce village, il y aurait 1 ordinateur, 1 téléphone portable et 10 réfrigérateurs; il y aurait aussi 6 quotidiens.
- 1 personne aurait un titre universitaire.
- L'espérance de vie moyenne dans ce village serait de 64 ans.
- Chaque personne disposerait par an de 300 kg de céréales et de 8,5 kg de viande.
- Les habitants de ce village souffriraient de la faim en moyenne 60 jours par an.
- Les céréales garantiraient une alimentation suffisante si 40% ne servait pas à nourrir le bétail.
- Il y aurait 3,4 kg de poudre à lessive par pers. et par an. Il y aurait aussi 20,8 kg de sucre et 900 g de chocolat.
- Les habitant(e)s de ce village pourraient effectuer tous les 10 ans un vol sur courte distance (Suisse en 2003: 5000 km par personne).

## Le développement dans la pratique Un projet de l'EPER

### Justice entre les deux sexes Les femmes contre la violence en Roumanie

Dans la "Maison de l'espoir" à Brasov, les femmes accomplissent un travail de prévention et de mobilisation axé principalement sur la traite des femmes et la violence domestique. Afin de toucher les intéressées, elles distribuent des informations aux jeunes femmes et assurent la formation continue des personnes confrontées à ces problèmes. Conjointement, elles essaient, par le biais d'une large campagne d'information, de sensibiliser le public et de faire pression afin d'améliorer la protection des victimes et de sanctionner les auteurs. Parallèlement au travail de prévention, des services de consultation ont été mis en place pour les femmes concernées et des foyers d'accueil pour mères et enfants ont été ouverts.

*Bucarest, secteur 5: Le quartier de Ferrantari enregistre le taux de criminalité le plus élevé de la ville. C'est là que vit Florica (14 ans) avec sa mère et son père dans un logement d'une pièce.*

Photo: agenda / Karin Desmarowitz (EPER)



# Se développer grâce à la coopération

La coopération au développement est un phénomène relativement jeune dans la cohabitation internationale. Elle est née à la suite de la décolonisation, au moment où les Etats du Nord ont réalisé qu'ils portaient une responsabilité particulière envers les pays en développement appauvris. C'est en 1961 que l'ancêtre de l'actuelle DDC (Direction du Développement et de la Coopération) est entré en fonction. Quant à l'engagement des œuvres d'entraide, il est en partie antérieur de plusieurs dizaines d'années.

Les stratégies et les méthodes ont évolué au cours du temps. Les erreurs ont servi de leçon et par ailleurs, les conditions politiques et économiques ont elles aussi constamment changées. L'effondrement de l'ancien bloc socialiste a fondamentalement transformé le rapport de forces. La mondialisation de l'économie a accru le besoin de nouvelles règles du jeu sur le plan international. Dans le monde entier, la pauvreté et les conflits poussent des millions de personnes sur le chemin dangereux de la migration. Du fait du progrès technologique, le profil exigé par le monde du travail a fortement changé ; plus que jamais, l'accès à l'information et à

la formation est décisif pour les chances de développement de tous les pays.

Il existe aujourd'hui un large consensus quant au contenu et aux objectifs de la coopération au développement. Partant du constat que les inégalités entre les différentes régions ont tendance à s'accroître, elle soutient les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer les conditions de vie de leur population.

La coopération au développement entend contribuer à permettre à ces pays – et à leurs habitant(e)s – de prendre eux-mêmes leur développement en main: l'aide sert à développer les capacités à s'aider soi-même. Le but premier est de réduire la pauvreté, afin de permettre à un plus grand nombre de personnes de vivre dignement et de poser les bases d'un meilleur équilibre entre les pays à l'échelon international. C'est pourquoi la solidarité des pays mieux lotis économiquement est une nécessité.

## Tous fautifs?

### C'est la faute du Sud

- parce qu'il y a constamment des guerres.
- parce que l'agriculture n'est pas exploitée efficacement.
- parce que l'industrie fait du mauvais travail et n'est pas concurrentielle sur le marché mondial.
- parce que les gouvernements sont corrompus, ne visent qu'à s'enrichir ou gaspillent l'argent pour des projets pharaoniques.
- parce que ces pays ne sont pas démocratiques et que leurs habitant(e)s n'ont pas droit à la parole.

### C'est la faute du Nord

- parce qu'il a détruit les sociétés du Sud par le colonialisme.
- parce qu'il livre des armes et soutient des régimes dictatoriaux.
- parce que son aide alimentaire entre en concurrence avec l'agriculture locale et parce qu'il entrave l'exportation de produits en provenance du Sud par des barrières douanières.
- parce qu'il freine le Sud dans son développement en raison du service de la dette pour des crédits contestables.
- parce qu'il consomme et détruit trop de ressources naturelles.

## Le développement dans la pratique Un projet d'Action de carême

### Dialogue constructif en faveur des droits de l'Homme Une chance pour la paix en Colombie

La région où se déroule le projet se trouve de plus en plus impliquée dans le tourbillon de la violence que génère la guerre civile en Colombie. La culture de la coca et les actions pour la combattre ont également des effets dramatiques sur les réseaux sociaux, la santé et l'environnement. Le "Programa por la paz" que soutient Action de carême associe les organisations de base sur place, soutient leurs efforts dans le sens d'une gestion constructive des conflits et contribue ainsi à l'émergence d'une culture de paix. Plusieurs réunions ont été organisées en 2004 pour leur permettre de partager leur expérience de gestion constructive des conflits afin de diffuser ensuite, au sein de leurs communautés respectives, le savoir-faire acquis.

*Face à la guerre, les communautés des régions andines de Putumayo et Nariño en Colombie opposent une culture de paix.*

Photo: Action de Carême



# Que fait la Suisse?

## Ses contributions au développement

La Suisse s'engage de plusieurs manières sur le plan de la coopération au développement. Concernant la qualité de ses projets dans le monde, elle bénéficie d'une bonne réputation. Sur le plan gouvernemental, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) sont les acteurs principaux. Le soutien qu'ils fournissent est financé par les impôts, si bien qu'on parle d'aide "publique" au développement. Le montant affecté à l'aide s'élevait à environ 1,3 milliard de dollars en 2003. D'un point de vue quantitatif, les prestations de la Suisse officielle ne sont que médiocres (cf. graphique). Les œuvres d'entraide font donc pression pour que la Suisse, un pays riche, augmente son aide au développement.

Comme représentantes de la société civile, les œuvres d'entraide ("ONG", organisations non gouvernementales) complètent et élargissent la coopération au développement de la Suisse. Nos moyens financiers proviennent principalement de dons privés. Pour les projets que nous réalisons sur mandat de la Confédération, la DDC nous met des fonds à disposition. Sur place, nous pouvons définir

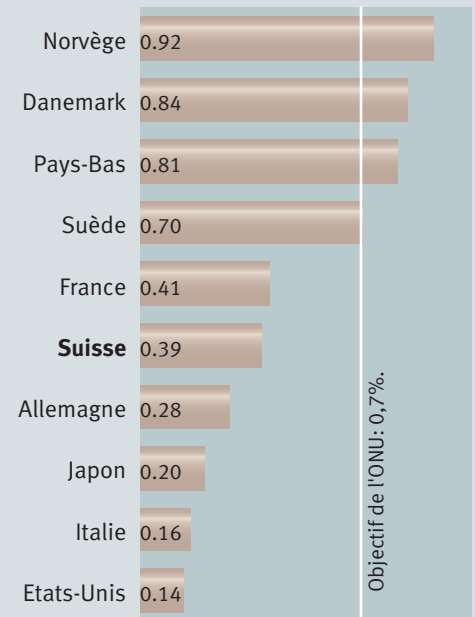
nos axes de travail et nos partenaires de manière plus souple que les acteurs de l'Etat : en raison de notre indépendance, nous devons prendre moins de précautions d'ordre politique. Les organisations d'entraide représentent la part de la population sensible aux questions de développement; elles "préparent donc le terrain" pour la coopération en général. Notre engagement en Suisse sur le plan de la politique de développement contribue fortement à forger une attitude solidaire envers les pays pauvres.

Sur les dons récoltés, les œuvres d'entraide privées consacrent chaque année environ 250 millions de francs à la coopération au développement et à l'aide humanitaire. La Suisse se classe ainsi parmi les pays les plus généreux. Les œuvres d'entraide sont engagées avec ces fonds dans plus de 100 pays. Quelques projets exemplaires sont présentés brièvement sur ce dépliant. Ils révèlent que notre coopération recouvre une vaste palette de thèmes – sans perdre de vue l'objectif global: améliorer les chances des défavorisés d'avoir une vie et des conditions de vie meilleures et leur permettre d'être associés aux richesses du monde.

## L'aide de l'Etat: au second plan seulement

### Aide publique au développement en 2003

Ce graphique illustre l'engagement de plusieurs pays dans le domaine de la coopération au développement. Les moyens financiers consacrés sont exprimés en pour cent du produit national brut (PNB). Les organisations humanitaires demandent au gouvernement suisse d'augmenter sa contribution.



## Le développement dans la pratique Un projet de Swissaid

### Sécurité alimentaire en Guinée-Bissau

## Une banque pour les semences indigènes

En raison des sécheresses toujours plus longues et d'une politique agraire axée sur l'importation de riz à bas prix, des centaines de variétés de riz indigènes sont menacées de disparition : ce sont des variétés particulièrement bien adaptées au climat et aux sols qui constituent les bases d'existence de nombreuses familles de petits paysans. La fédération paysanne des régions d'Oïo et de Cacheu a résolu de protéger et de cultiver des variétés de riz locales ayant un bon rendement. Pour que leur démarche soit gratifiante sur le plan financier aussi, les riziculteurs de Binta entendent produire et vendre à l'avenir les meilleures variétés.

*Pour que les familles aient de quoi vivre, les petits paysans de Guinée-Bissau en Afrique de l'Ouest ont besoin de semences de qualité.*

Photo: Swissaid



# Mondialisation: pas de développement sans fair-play

Il y a cent cinquante ans à peine, la Suisse était un pays agricole pauvre et un pays d'émigration. Seuls le développement industriel et le commerce mondial ont permis progressivement davantage de prospérité pour tous. Cette voie – ou même son amorce – est barrée aujourd'hui à la plupart des pays en développement. Ceci est étroitement lié à des problèmes économiques extérieurs:

## Des prix en chute libre

Depuis 1970, les prix des matières premières importantes (par ex. fer, cuivre, coton, café, thé, sucre) ont en moyenne diminué de moitié. Comme ces biens sont disponibles en abondance sur le marché mondial, ce ne sont pas les producteurs mais les acheteurs qui déterminent les prix. Les pays en développement dépendent souvent fortement des recettes provenant de la vente de ces denrées. Quand les prix baissent, ils doivent produire davantage pour pouvoir acquérir sur le marché mondial une quantité égale d'autres biens (par ex. des ordinateurs, des médicaments, des machines). Cette dynamique pousse ces pays vers un cercle vicieux, les contraint à recourir à des crédits et débouche sur une dépendance complète.

## Le dopage des exportations

Dans la foulée de la mondialisation, de nombreuses barrières commerciales sont tombées. Contrairement à ce qui s'est passé dans l'histoire du développement des pays industrialisés, les pays pauvres ne peuvent plus protéger leur production contre la concurrence internationale grâce à leurs taxes douanières. Grâce à des subventions colossales à l'exportation, les nations industrialisées inondent les marchés du Sud de produits bon marché, évincent les aliments de base locaux et détruisent l'économie indigène. Les pays pauvres ne peuvent pas se permettre de doper les prix.

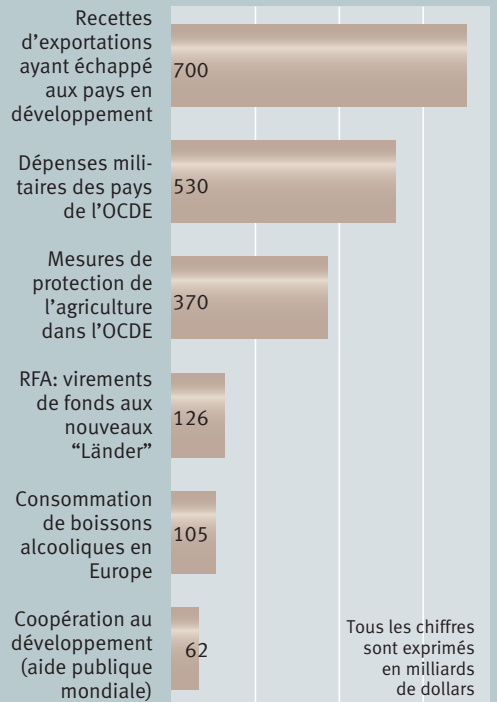
## Des barrières douanières injustes

La poussée du libéralisme au cours de ces dernières décennies s'avère donc, si on y regarde de plus près, une opération unilatérale. Les barrières douanières ont été supprimées surtout là où elles servaient les intérêts des pays riches. Dans d'autres domaines – par exemple dans l'agriculture ou la protection des brevets – les partisans de la libéralisation ne craignent pas de défendre leurs privilèges en instaurant des barrières commerciales.

## Des priorités mal choisies

### Des chiffres inquiétants (2001)

Grâce aux barrières commerciales de l'OCDE (Org. de Coopération et de Développement Economiques) on estime que 700 milliards de dollars échappent chaque année aux pays pauvres - onze fois le montant total des fonds affectés à la coopération au développement!



## Le développement dans la pratique

Un projet d'Helvetas

## Commerce équitable au Mali Du coton bio à des prix justes

Le programme de coton bio s'inscrit dans un processus de développement novateur : il associe le soutien sur place à la promotion de toute la chaîne de commercialisation du Mali jusqu'en Suisse. Au Mali, les partenaires se composent de onze coopératives de production ainsi que de l'entreprise de commerce du coton semi-étatique. La formation des agriculteurs et agricultrices à la culture biologique est assurée par une entreprise locale spécialisée. En Suisse, des entreprises qui assument leurs responsabilités sociales garantissent un écoulement aux producteurs et productrices ainsi qu'une prime (produits bio et commerce équitable). Une faible hausse de prix peut améliorer sensiblement la vie des familles de petits paysans maliens

*Le coton est le principal produit d'exportation du Mali. La culture conventionnelle du coton nécessite toutefois de nombreux pesticides et menace de ce fait la santé des gens et la nature. C'est pourquoi il est urgent de promouvoir des méthodes de production écologiques.*

Photo: Helvetas



# Une vie meilleure !

## Les objectifs du Millénaire de l'ONU

Dans la Déclaration du Millénaire, les gouvernements de 189 pays membres de l'ONU se sont engagés officiellement en l'an 2000 à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre des personnes affectées par l'extrême pauvreté et la faim. Pour la première fois dans l'histoire de la coopération internationale, un programme commun a été adopté ; il poursuit **huit objectifs principaux**:

1. Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim: la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour doit être réduite de moitié, de même que la proportion de la population affectée par la faim.
2. Etudes primaires pour tous: tous les enfants – garçons et filles – du monde entier doivent pouvoir achever un cycle complet d'études primaires.
3. Egalité entre les sexes: la discrimination des filles et des femmes doit être abolie.
4. Diminution de la mortalité infantile: la mortalité des enfants de moins de cinq ans doit être réduite de deux tiers.
5. Santé maternelle: la mortalité maternelle doit être réduite de trois quarts.
6. Lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

7. Garantie d'un environnement durable: il s'agit d'intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et de freiner la déperdition des ressources naturelles.

8. Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement: les pays industrialisés sont appelés à alléger la dette des pays pauvres, à augmenter l'aide au développement et à mettre en place un système commercial et financier plus ouvert et non-discriminatoire.

Dans un document détaillé, ces 8 objectifs principaux sont subdivisés en 18 objectifs partiels dotés de 48 indicateurs. Les objectifs sont donc clairs et il est possible de vérifier les progrès accomplis étape par étape. Tous les Etats membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre ces objectifs d'ici 2015. L'ONU dressera un premier bilan provisoire en 2005 et adoptera des mesures supplémentaires pour que les objectifs puissent être réellement atteints.

## Les succès du développement – les tâches du développement

Dans les pays en développement, la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté a baissé pour passer de 40% en 1981 à 21% en 2001.

80% de l'humanité accède aujourd'hui à l'eau potable.

Depuis 1960, la mortalité des nourrissons a diminué de 75%.

80% des enfants peuvent fréquenter une école primaire.

La proportion des filles à l'école primaire atteint aujourd'hui 47% en moyenne.

### Mais...

La moitié de tous les habitants du monde doivent tenter de survivre avec moins de 2 dollars par jour.

Plus d'un milliard d'êtres humains sont privés d'eau potable propre – 6000 enfants en meurent chaque jour.

800 millions de personnes dans le monde ne savent ni lire ni écrire – dont deux tiers de femmes.

## Le développement dans la pratique Un projet de Pain pour le Prochain

### Le droit à l'éducation pour tous

## Des certificats scolaires sans corruption

Le personnel enseignant est mal payé. Les parents aisés exploitent cette situation. Ils soudoient les enseignant(e)s et les poussent à falsifier les notes. Ce dysfonctionnement empêche la réalisation de l'éducation pour tous.

Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des campagnes soutenues par Pain pour le prochain appellent les responsables à parler ouvertement du manque d'argent et à refuser les pots-de-vin. Les écoles sont nombreuses à relayer cet appel et, au travers de pièces de théâtre, de poèmes et de nouvelles, à sensibiliser les jeunes, les parents et le corps enseignant à la corruption, à son origine et aux moyens de la combattre.

*Tous les enfants ont droit à l'éducation.  
Ce droit humain est bafoué quand  
la réussite scolaire peut être achetée:  
"Dis non à la corruption!"*

Photo: PPP/Christoph Stückelberger



# 5 pistes vers un développement équitable

## 1 Augmenter les fonds affectés à la coopération au développement

La coopération au développement ne peut pas éliminer la pauvreté dans le monde. Mais elle peut aider les populations à se libérer par elles-mêmes de la pauvreté. D'après les estimations de l'ONU, les objectifs du Millénaire ne pourront être atteints que par un doublement des fonds affectés à l'aide au développement. En 2003, les pays riches n'y ont consacré en moyenne que 0,25% du produit national brut.

## 2 Lutter à armes égales

En exportant leurs produits agricoles et industriels, les pays en développement se heurtent souvent à des barrières commerciales : soit sous forme de taxes douanières, soit parce que les pays développés subventionnent leur production indigène pour la protéger des importations à bas prix. Le cas du sucre, du coton, des céréales ou de l'acier en sont des exemples. Inversement, l'accès des pays en développement à des procédés de production et à des technologies modernes est entravé par un protectionnisme strict des brevets.

## 3 Ne pas pénaliser la transformation

Quand les pays pauvres transforment eux-mêmes leurs produits, ils peuvent gagner davantage et développer leur industrie. Aujourd'hui, les pays industrialisés les empêchent de le faire par le biais de sanctions douanières. Prenons le cacao: l'importation de cacao brut est exempte de taxes en Europe; le cacao transformé est en revanche frappé d'une taxe douanière d'importation de 21%.

## 4 Pas de développement sans désendettement

De nombreux pays du Sud ploient sous une montagne de dettes. Au lieu d'investir dans l'alimentation, la formation et la santé, ils doivent payer des intérêts et amortir des crédits. Pour que le développement soit possible, il faut procéder à une remise de dette.

## 5 Appliquer les droits de l'Homme

Au lieu de soutenir les dictatures répandant aux vues politiques ou stratégiques des pays riches, d'y réaliser des ventes d'armes et des opérations bancaires, il faut soutenir les droits de l'Homme et promouvoir la démocratie.

## Ce n'est pas de tout repos

### Résistances à la politique de développement

La lutte contre la pauvreté dans le monde, contre la guerre, le terrorisme ou le sida ne peut être gagnée que si tous les pays coopèrent. Il est malgré tout souvent difficile de surmonter l'égoïsme national et les visions à la petite semaine:

En défendant le point numéro **1**... on se heurte à la résistance des partisans d'une baisse des impôts pour les riches et de "moins d'Etat" (autrement dit, d'un Etat faible).

En défendant le point numéro **2**... on se fâche avec les industries indigènes ou avec les agriculteurs qui cultivent ces produits ici.

En défendant le point numéro **3**... on suscite l'opposition des fabricants de chocolat indigènes.

En défendant le point numéro **4**... on se met à dos les bailleurs de fonds qui ne veulent pas renoncer à ces recettes.

En défendant le point numéro **5**... on risque de rencontrer la résistance des banques ou de l'industrie de l'armement.

## Le développement dans la pratique Un projet de Caritas Schweiz

### Inde: des réseaux pour améliorer les soins de santé La santé des mères et des enfants

Durant la mousson, l'inondation pendant des mois des villages de l'Etat indien de Dharbanga/Bihar entraîne fréquemment des maladies infectieuses. 86 groupes de femmes ont été constitués dans 25 villages et se sont formés aux soins médicaux et à la prévention. Ces femmes défendent les intérêts des familles et des communes.

Elles s'entraident dans les situations d'urgence, débattent des questions sociales et s'engagent politiquement dans leurs communes. Grâce aux cours concernant la santé, l'hygiène s'est fortement améliorée dans les villages. L'organisation de ces groupes en réseaux mobilise les synergies et renforce leur position face aux autorités.

*Dharbanga (Bihar): Des cours de formation continue spécifiques sont proposés aux femmes, afin de leur permettre d'assumer des fonctions dirigeantes.*

Photo: Fabio Derungs



# Que puis-je faire?

**“Ces problèmes sont tellement colossaux - comment voulez-vous que je puisse aider à les résoudre?”**

**“Je comprends très bien la situation - mais je n'ai pas la moindre envie de renoncer à mon confort et de mener une vie austère.”**

Voici ce qu'on peut répondre à ces objections:

Chaque changement dans le sens d'un développement durable et d'une justice mondiale est – si petit soit-il – un pas dans la bonne direction.

Les déclarations d'intentions émises par les politiques ont davantage de poids si elles bénéficient d'un large soutien et si la volonté de la population, de s'engager au quotidien dans d'autres voies s'amplifie.

**Je peux** m'informer – et informer mon entourage – sur les problèmes mondiaux.

**Je peux**, en faisant mes courses, choisir plus souvent des produits du commerce équitable.

**Je peux** rejoindre d'autres personnes qui pensent comme moi et m'engager politiquement.

**Je peux** soutenir des organisations de développement en faisant des dons ou en les aidant.

**Je peux**, lors d'élections, privilégier des candidat(e)s qui défendent un ordre mondial plus juste.

**Je peux** réduire ma consommation sur le plan des ressources (utilisation parcimonieuse de l'énergie et des matières premières).

**Je peux** repenser ma mobilité et la modifier (choix des moyens de transport, voyages).

**Je peux** faire tout cela (et bien d'autres choses encore) en constatant que ma qualité de vie ne se détériore pas...



## Nous défendons ensemble une politique de développement solidaire

**alliance****sud**

Communauté de travail  
Swissaid - Action de Carême - Pain pour  
le prochain - Helvetas - Caritas - Eper

**Alliance Sud**  
www.alliancesud.ch

1, Avenue de Cour 1007 Lausanne  
poldev@alliancesud.ch 021 612 00 95

**SWISSAID**

**Swissaid**  
www.swissaid.ch

Rue de Genève 52 1004 Lausanne  
c.droz@swissaid.ch 021 620 69 70

**ACTION DE CAREME**

**Action de Carême**  
www.actiondecareme.ch

Avenue du Grammont 7 1007 Lausanne  
actiondecareme@fastenopfer.ch 021 617 88 81

**PAIN POUR LE PROCHAIN**

**Pain pour le prochain**  
www.bfa-ppp.ch

Avenue du Grammont 9 1007 Lausanne  
ppp@bfa-ppp.ch 021 614 77 17

**helvetas**

**Helvetas**  
www.helvetas.ch

Rue de la Mercerie 3 1002 Lausanne  
romandie@helvetas.ch 021 323 33 73

**CARITAS**

Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra

**Caritas Suisse**  
www.caritas.ch

Postfach 6002 Luzern  
info@caritas.ch 041 419 22 22

**EPER**

**EPER**  
www.eper.ch

Case postale 536 1001 Lausanne  
eper@eper.ch 021 613 40 70

**Alliance Sud** est l'organisation créée par les six grandes oeuvres d'entraide suisses afin de faire pression dans le domaine de la politique de développement ; ses bureaux se trouvent à Berne (siège principal), à Lausanne et à Lugano. Ce dépliant a été élaboré en commun par Alliance Sud et les organisations qui la soutiennent. Vous pouvez en obtenir des exemplaires supplémentaires à l'une des adresses indiquées. Il existe également en italien et en allemand. Il est possible en outre d'en télécharger la version électronique sous forme de fichier PDF sur tous les sites Internet mentionnés. Vous trouverez aussi sur ce site des informations plus complètes concernant les différentes oeuvres d'entraide et les thèmes abordés dans ce dépliant. Par ailleurs, un grand choix de matériel d'information relatif à des questions de développement est à votre disposition au centre de documentation d'Alliance Sud: [www.alliancesud.ch](http://www.alliancesud.ch)

8

Un  
*autre*  
monde est  
possible.

### Impressum

Auteur  
Groupe de soutien

Urs Fankhauser  
Urs Brunner, Annemarie Friedli, Michel  
Georges, Marianne Gujer, Annelies Heg-  
nauer, Pepo Hofstetter, Sonja Kaufmann,  
Werner Küng, Barbara Strebler.

Concept  
Design&Layout  
Traduction  
Impression  
Copyright

Service de formation de Alliance Sud  
Urs Fankhauser  
Martine Besse  
Engelberger Druck SA Stans | juillet 2005  
© Alliance Sud 2005